

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
André ALEN, François DAOÛT, Pierre NIHOUL, Étienne PEREMANS, Willem VERRIJDT	
Sommaire	11
Biographie de Jean Spreutels	21
Bibliographie de Jean Spreutels	41
Un juriste « organisé »	55
Sylviane VELU	
I. Toccata	55
II. Prélude.....	58
III. Ricercar	59
IV. Variations	60
V. Contrepoint	63
VI. Tutti.....	66
VII. Point d'orgue.....	67
VIII. Fugue	70
IX. Perpetuum mobile	73

PARTIE I LE DIALOGUE DES JUGES

A. L'ART DE JUGER..... 77

Wereldvreemde rechters: feit of fictie?..... 79

André ALEN

I.	De rechter als politieke actor	80
A.	“Politieke actor”	80
B.	Nuancering van het negatieve antwoord op de eerste stelling	81
C.	Een korte uitloper naar het Grondwettelijk Hof	83
II.	De rechter en de media	84
A.	De noodzaak tot nuancering.....	84
B.	De kritiek van de media en van de advocatuur op rechters in de Straatsburgse rechtspraak.....	86
C.	<i>Quid</i> met de kritiek van politici op rechters?	87
III.	De rechter en diversiteit.....	87
A.	Algemeen	87
B.	De Grondwet	88
C.	De Luxemburgse en Straatsburgse rechtspraak.....	89
D.	Besluit.....	90
IV.	Conclusie.....	90

L'indépendance du pouvoir judiciaire dans la Constitution marocaine 91

Mohammed Amine BENABDALLAH

I.	Le fondement constitutionnel de l'indépendance	93
A.	Les garanties constitutionnelles de l'indépendance.....	93
B.	Les droits des justiciables et les règles de fonctionnement de la justice.....	95
II.	Les implications législatives de l'indépendance.....	97
A.	La loi organique relative au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire.....	98
B.	La loi organique portant statut des magistrats.....	101
III.	La consécration jurisprudentielle de l'indépendance	103

A. La présidence du ministère public par le procureur général du Roi près la Cour de cassation	103
B. La compétence législative dans l'établissement de la politique pénale.....	105

**The Interaction of legal and political spheres
and the role of the judiciary: the perspective
of the Venice Commission.....** 107

Gianni BUQUICCHIO, Simona GRANATA-MENGHINI

I. The European Commission for Democracy through Law (the Venice Commission) of the Council of Europe: Independent advice and participative procedure	107
II. The Venice Commission and Constitutional Justice	110
III. The judicialisation of politics and the politicization of the judiciary.....	111
IV. Some examples of constitutional courts' decisions in line with the dominant powers.....	114
V. Shielding constitutional justice from undue politicization	116
VI. Conclusion	118
VII. In honour of Professor Jean Spreutels.....	119

Positieve deontologie: een evolutief verhaal 121

Etienne DE GROOT

I. Inleiding.....	121
II. Deontologie en tucht.....	122
A. De traditionele opvatting.....	122
B. Deontologie op nieuwe wegen.....	123
III. Deontologie in internationaal perspectief.....	129
A. Een nieuwe wind waait door de magistratuur.....	129
B. Processen van samenwerking m.b.t. deontologische instrumenten	130
IV. De Gids voor de Magistraten	131
A. Een gids als leidraad.....	131
B. Normen in positief deontologisch perspectief.....	132
V. Besluit	133

**La langue imposée en justice et le contrôle
des juridictions supérieures : variations
sur une procédure pour le temps présent.....** 135

Marie-Françoise RIGAUX, Benoît DEJEMEPPE

- I. Les origines de la division linguistique 136
- II. 1935, l'année charnière 141
- III. La partition de la Cour de cassation 142
- IV. La partition de la Cour constitutionnelle 146
- V. La conciliation des exigences collectives et individuelles 151

**L'orgue, le juge et la liberté
Petite suite en cinq mouvements.....** 155

Dean SPIELMANN

- I. Amours, délices et orgues 155
- II. Le droit, l'orgue et le juge 156
 - A. L'orgue protégé par le droit 157
 - 1. ... de la guerre ? 157
 - 2. ... de l'Union européenne ! 158
 - B. L'orgue protégé par le juge 159
- III. Le droit, le juge et l'organiste 164
- IV. L'orgue et la politique 167
 - A. L'instrument instrumentalisé 168
 - B. L'organiste mis au pas 171
- V. L'orgue et la liberté 173

**Bibliothèque juridique électronique et documentation
juridique digitale : quelques perspectives.....** 175

Luc THÉRY, Nicolas DUPONT

- Introduction 175
- I. Les constats 177
- II. Les perspectives 181
- Conclusion 185

De scheiding der machten en de onafhankelijke rechter 187

Hugo VANDENBERGHE

- I. De preambule bij het EVRM 187

II. De rechtsstaat	189
III. De scheiding der machten	191
IV. Toenemende druk op de rechterlijke onafhankelijkheid	195
V. Het Grondwettelijk Hof	198

L'indépendance judiciaire et l'administration

des tribunaux au Canada	201
--------------------------------------	-----

Richard WAGNER

Introduction	201
I. L'indépendance judiciaire au Canada	202
A. Sources de l'indépendance judiciaire	202
B. L'étendue de l'indépendance judiciaire	203
II. Modèles d'administration des tribunaux judiciaires	206
A. Tribunaux judiciaires canadiens : survol	206
B. Approches actuelles en matière d'administration des tribunaux judiciaires	206
C. L'indépendance administrative à la Cour suprême du Canada	208
D. Les approches actuelles permettent-elles d'assurer l'indépendance judiciaire ?	210
III. Modèles de reddition de comptes administrative	212
A. Qu'entend-on par reddition de comptes ?	213
B. Formes de reddition de comptes	214
C. La reddition de comptes au public et les tribunaux judiciaires	215
D. Lacunes sur les plans de la réceptivité, de l'adaptation et de la reddition de comptes	217
Conclusion	218

B. LE JUGE EUROPÉEN	219
----------------------------------	-----

À propos du Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme

.....	221
-------	-----

Françoise ELEN-PASSOS

Introduction	221
I. L'histoire et les origines du Protocole n° 16	223

II.	La portée de la nouvelle compétence	224
A.	Les objectifs du Protocole n° 16.....	224
B.	Les caractéristiques ou délimitations de la nouvelle procédure.....	225
1.	La nature optionnelle de la procédure	225
2.	Les autorités nationales habilitées à solliciter un avis consultatif.....	226
3.	Les types de demandes autorisées.....	226
4.	Le moment de la formulation de la demande d'avis.....	227
5.	L'impact des avis consultatifs.....	227
III.	La procédure	229
A.	La forme et le contenu de la demande	229
B.	La procédure d'acceptation ou de refus de la demande.....	231
C.	La nature et la forme de l'avis consultatif	232
D.	Le traitement prioritaire	233
E.	Les audiences et les tierces interventions.....	234
	Conclusion.....	235

**Dialogue entre la Constitution belge et le droit
international et européen : vers une légitimité renforcée
de la Constitution belge et de sa Cour** 237

Philippe LAMBRECHT, Malorie SCHAUS

I.	De la Cour d'arbitrage à la Cour constitutionnelle – La constitutionnalisation progressive de la Cour	237
II.	La Constitution belge – Une des plus vieilles constitutions au monde face à l'internationalisation des droits fondamentaux	239
III.	Dialogue entre la Constitution belge et le droit international et européen – Exercice d'équilibrage par la Cour constitutionnelle.....	241
A.	Dialogue entre Constitution et droit international et européen : de la hiérarchie formelle des droits fondamentaux à leur coexistence harmonieuse ?	241
1.	Positionnement du droit international.....	241
a.	Positionnement général du droit international.....	241
b.	Positionnement spécifique du droit international et européen	241

2. Positionnement de la Constitution belge	244
a. Au-delà du monisme <i>versus</i> dualisme ?.....	244
b. Une Constitution belge très peu loquace.....	245
B. De la hiérarchie formelle à la conjugaison raisonnée des droits fondamentaux ?	246
1. Hiérarchie formelle de droit interne – Jurisprudence mesurée.....	246
2. Vers une conjugaison raisonnée des droits fondamentaux constitutionnels et de l'Union européenne ?.....	247
a. Premier arrêt constitutionnel	247
b. Deuxième arrêt constitutionnel	248
3. Conclusion	248
C. Contrôles de constitutionnalité inclusifs face à l'internationalisation des droits fondamentaux et libertés publiques	248
1. Introduction	248
2. Principe d'égalité et de non-discrimination – Principe fondamental d'internationalisation	249
3. « Ensemble indissociable » - Concept inclusif à degré variable.....	250
4. Conclusion	252
IV. Contrôle de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité – La Cour constitutionnelle à l'épreuve de la concurrence.....	252
Conclusion.....	253

**Constitutions nationales et droit de l'Union européenne –
Interactions au carrefour du pluralisme constitutionnel
et du partage de valeurs communes**

255

Koen LENAERTS

I. Les constitutions nationales et les « valeurs communes » aux fondements de la construction européenne.....	255
II. Constitutionnalisme national et protection des droits fondamentaux dans l'ordre juridique de l'Union	259
III. L'exigence de respect de l'identité nationale des États membres.....	260

IV. Les principes de primauté et d'effectivité du droit de l'Union, ainsi que d'égalité entre États membres, limites à l'application du droit constitutionnel national.....	264
V. Une justice et un dialogue constitutionnels au service du respect du droit dans l'application des traités.....	267
Conclusion	271

La Convention européenne des droits de l'homme et les cours constitutionnelles et suprêmes européennes 273

Guido RAIMONDI

Introduction.....	273
I. La responsabilité partagée.....	273
II. Juge européen et juge national.....	276
III. Divergences entre la Cour des Strasbourg et les cours nationales.....	280
IV. Le réseau des cours supérieures européennes.....	283
Conclusion	286

Détention à perpétuité et égalité de genre – Commentaire de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, *Khamtokhu et Aksenchik c. Russie*, du 24 janvier 2017 287

Anne RASSON-ROLAND, Bernadette RENAULD, Géraldine ROSOUX

Introduction.....	287
I. La conventionnalité de la détention à perpétuité	288
II. Les différences de traitement fondées sur l'âge	293
III. La différence de traitement entre hommes et femmes	294
IV. Les limites de l'interdiction de discrimination ou l'aporie du nivellement par le bas ou par le haut dans le droit de la Convention européenne des droits de l'homme.....	300
A. La subsidiarité de la protection offerte par la Convention.....	301
B. Les limites de l'interdiction de discrimination au sens de l'article 14 de la Convention	303
C. Le relais de la protection constitutionnelle pour un nivellement « par le haut »	305
Conclusion	308

Abus et violences policières – Les obligations de l’État dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme 311

Françoise TULKENS

Introduction.....	311
I. Le contexte.....	312
II. Les obligations négatives.....	314
III. Les obligations positives.....	318
A. Les obligations positives matérielles.....	319
B. Les obligations procédurales.....	322
IV. L’exécution des arrêts.....	327
Conclusion.....	329

Anonymisation des décisions de la Cour justice de l’Union européenne : protection de la vie privée *versus* publicité des jugements 331

Sean VAN RAEPENBUSCH

I. Cadre juridique.....	335
II. Applicabilité à la Cour de justice de l’Union des articles 7 et 8 de la Charte et du droit dérivé s’y rattachant.....	337
A. Considérations générales.....	337
B. Diffusion sur Internet des décisions de justice.....	340
1. Observations préliminaires.....	340
2. Pratique de la Cour de justice et du Tribunal.....	344

C. LE JUGE CONSTITUTIONNEL 351

Récidive et crimes correctionnalisés dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle..... 353

Marie-Aude BEERNAERT

I. Les données de base du problème : l’absence de récidive légale de crime sur délit, couplée à la dénaturation d’infractions criminelles en infractions correctionnelles.....	353
II. Récidive et prononcé d’une peine majorée.....	355
A. Les arrêts n ^{os} 193/2011 et 199/2011 de la Cour constitutionnelle.....	355

B. La réforme législative de 2016.....	356
C. L'enseignement des arrêts n ^{os} 193/2011 et 199/2011 étendu à des hypothèses voisines ?.....	357
1. Les autres hypothèses de récidive de crime correctionnalisé sur délit.....	357
2. Les hypothèses de récidive de crime correctionnalisé sur crime.....	359
3. La récidive de délit sur délit.....	360
III. Récidive et exécution de la peine.....	361
IV. Récidive et réhabilitation.....	366
Pour conclure	366

L'évolution de la politique d'asile en Belgique et en Europe.....

Marc BOSSUYT

I. L'évolution du droit d'asile en droit belge.....	369
II. L'asile en droit international et européen.....	372
A. La Convention européenne des droits de l'homme	373
B. Le droit de l'Union européenne.....	377
III. Observations finales	379

Les auxiliaires de justice constitutionnelle.....

Mathieu DISANT

I. Les tiers et intervenants dans le procès constitutionnel.....	387
II. Les assistants et référendaires auprès du juge constitutionnel...	393

Some personal reflections and institutional perspectives regarding the relations between the Constitutional Court of Romania and the Constitutional Court of the Kingdom of Belgium and the contribution thereof to the enhancement of constitutionalism.....

Valer DORNEANU

I. Introduction.....	401
II. Some reflections on the Constitution and Constitutional Court of Romania	403
III. Conclusions.....	416

**La liberté de commerce et d'industrie à l'aune
de la jurisprudence constitutionnelle**..... 417

Rusen ERGEC

- I. Sources et portée..... 417
- II. L'appréciation des restrictions..... 426
- Conclusions 431

**The human odour signature method in the case law
of the Constitutional Court of the Czech Republic**..... 433

Jaroslav FENYK

- I. Introductory notes..... 433
- II. The case heard by the Constitutional Court 436
- III. Constitutional Court review of the case..... 437
 - A. General background of the review..... 437
 - B. Methodology of odour identification 438
 - C. Development of the use of odour identification in various
countries and legal systems..... 439
 - D. Regulations and programs for the application of odour
identification abroad..... 441
 - E. The development of methods of the study of odour tracks 442
- IV. Conditions on the constitutionality of the method
of odour identification in criminal proceedings as set out
by the Constitutional Court of the Czech Republic..... 444
 - A. The nature of such evidence..... 444
 - B. Specific conditions for the collection and retention
of odour tracks and for evidence by odour identification
set out by the Constitutional Court..... 446
- V. Admissibility criteria for evidence by odour identification
as applied in the case at hand..... 447

De rechters-parlementairen in het Grondwettelijk Hof..... 451

Geert GOEDERTIER

- I. Rechters-parlementairen als voorwaarde
voor de oprichting van het Arbitragehof..... 451
- II. De benoemingsvoorwaarden voor de rechters-
parlementairen 452

III. Voor- en nadelen verbonden aan de aanwezigheid van rechters-parlementairen in het Grondwettelijk Hof	455
A. Argumenten <i>pro</i>	455
B. Argumenten <i>contra</i>	461
IV. Besluit.....	465

**The case law of the Constitutional Court of the Republic
of Slovenia on the protection of the rights of employees..... 467**

Etelka KORPIČ-HORVAT

I. Introduction.....	467
II. Historical development of individual and collective employment relationships in the Republic of Slovenia.....	467
III. The legal regulation <i>de lege lata</i> of individual and collective employment relationships in the Republic of Slovenia.....	470
IV. The powers of the Constitutional Court of the Republic of Slovenia and its case law in the field of individual and collective employment relationships.....	471
A. The powers of the Constitutional Court of the Republic of Slovenia	471
1. Types of Constitutional Court decisions.....	472
2. Who has access to the Constitutional Court?.....	472
3. Legal remedies for invoking constitutional protection	473
V. The influence of decisions of the Constitutional Court on the development of labour law.....	474
A. Constitutional decisions in the field of individual employment relationships.....	476
1. The right to work, freedom of work.....	476
a. Free choice of one's employment	477
b. Access to a position of employment	479
2. Forced labour	480
B. Constitutional decisions in the field of collective employment relationships.....	481
1. Collective bargaining concerning the public sector salary system	482
2. Strikes by military personnel	483
3. The relationship between trade unions and the elected representatives of employees	484

VI. Conclusion	486
VII. Bibliography	486

Que fait le juge quand il juge ?

Éléments de réflexion sur la fabrication des décisions

du juge constitutionnel.....	489
-------------------------------------	------------

Nicole MAESTRACCI

I. La part non réductible au droit du raisonnement du juge.....	490
II. Des sources externes qui n'apparaissent qu'en filigrane	493
III. Des éléments de contexte non juridiques qui restent des passagers clandestins des décisions du Conseil constitutionnel	498
IV. Une contrainte temporelle qui favorise une certaine opacité	502

La Cour constitutionnelle pratique-t-elle l'auto-restriction ?....

Paul MARTENS

I. La large marge d'appréciation du législateur	506
II. Le choix du constituant.....	508
A. Le choix du constituant exprimé dans le même texte de la Constitution.....	508
B. Le choix du constituant exprimé dans les travaux préparatoires.....	509
C. Le facteur « temps ».....	511
D. La volonté et les velléités du constituant.....	512
E. Les refus du constituant.....	512
F. L'économie de la Constitution.....	513
G. Les silences du constituant.....	513
III. Les motifs impérieux d'intérêt général.....	514
A. L'inspiration européenne	514
B. Le contrôle des motifs impérieux d'intérêt général	515
C. Le souci de combattre l'insécurité juridique.....	515
D. Le législateur et les M.I.I.G.....	516
E. Retour aux préoccupations économiques et budgétaires.....	516
Conclusion	517

De legitimiteit van het Grondwettelijk Hof op microniveau: het pad van een generationaliseerde besluitvorming	521
Trees MERCKX-VAN GOEY, David KEYAERTS	
I. Inleiding.....	521
II. Het normatieve kader inzake de legitimiteit van de wetgever: een generationaliseerd wetgevingsproces.....	523
III. De generationaliseerde besluitvorming van de constitutionele rechter: legitimiteit op een microniveau.....	528
IV. Conclusie.....	536

Le droit d'accès au juge - Un leitmotiv dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle ?..... 539

Olivier MICHIELS

Introduction.....	539
I. L'absence de recours.....	541
A. L'accès au dossier répressif autorisé par la partie publique.....	541
B. Le contrôle des méthodes particulières de recherche.....	542
C. Le privilège de juridiction.....	543
D. Le mandat d'arrêt européen.....	547
E. Synthèse.....	548
II. Les modalités d'exercice du recours.....	548
A. La recevabilité de l'appel de l'inculpé contre une ordonnance de renvoi.....	549
B. Le pourvoi en cassation contre les décisions de la chambre de protection sociale du tribunal de l'application des peines.....	550
C. Le recours contre la décision de classement sans suite du procureur fédéral dans les dossiers de violations graves du droit international humanitaire.....	552
D. L'opposition et l'appel depuis la loi pot-pourri II.....	553
1. L'opposition.....	553
2. L'appel.....	556
E. Synthèse.....	556
III. La limite des pouvoirs du juge.....	558
A. La transaction pénale élargie.....	558
B. Les visites domiciliaires en matière de douanes et accises.....	560

C. L'individualisation de la peine face au choix de la sévérité opéré par le législateur.....	561
D. Synthèse.....	562
IV. Conclusion.....	563

La Cour constitutionnelle et le droit de propriété et au respect des biens.....

Pierre NIHOUL

I. Les textes.....	565
A. L'article premier du premier Protocole.....	565
B. L'article 16 de la Constitution belge.....	566
C. Comparaison des deux normes.....	566
1. Éléments communs.....	566
2. Éléments différents.....	566
D. Analyse.....	566
II. Notion de bien et de propriété.....	567
A. Droit de propriété.....	567
B. Droit au respect des biens.....	568
1. Premier temps : interprétation restrictive de la Cour constitutionnelle belge.....	568
2. Deuxième temps : interprétation large de la CEDH.....	568
3. Troisième temps : la réaction de la Cour belge.....	569
III. Privation et limitation.....	571
A. L'expropriation <i>sensu stricto</i>	571
1. Cas de servitudes légales d'utilité publique négatives.....	571
2. Cas de servitudes légales d'utilité publique positives : canalisations, réquisitions en jouissance, locataire maintenu dans les lieux par la loi.....	572
3. Conclusions.....	573
B. Expropriation <i>de facto</i>	573
1. Dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.....	573
2. Dans le droit belge.....	574
C. Limitations à l'usage des biens.....	575
IV. L'utilité publique.....	577
V. La compensation financière.....	580
A. La Cour européenne des droits de l'homme.....	580

1. En cas de privation forcée de propriété ou des biens.....	581
2. En cas de limitation de l'usage des biens ou du droit de propriété.....	581
B. La Cour constitutionnelle belge	582
1. Privation de propriété, l'indemnisation intégrale ?	582
2. Limitation du droit de propriété : respect du juste équilibre ?.....	582
a. Dans un premier temps, en raison des interprétations du premier Protocole données par la CEDH.....	583
b. Dans un second temps, l'émergence du principe d'égalité des citoyens devant les charges publiques	585
Conclusion	588

**De quelques aspects de la jurisprudence de la Cour
constitutionnelle relative aux statuts syndicaux
des services publics**

589

Étienne PEREMANS

Introduction.....	589
I. Évolution de l'organisation des relations sociales dans le secteur public	590
II. La portée du statut syndical de 1974	592
III. La représentativité des organisations syndicales dans le régime de la loi de 1974 et dans les régimes analogues.....	597
IV. La question de la représentativité et la liberté syndicale	599
V. Un premier correctif : l'agrération (agrément) des organisations syndicales.....	601
VI. Un second correctif : le contrôle juridictionnel	602
VII. Conclusion	608

**The constitutional limits of the criminal law in the case
law of the Constitutional Court of Romania.....**

611

Marieta SAFTA

I. Constitutionalisation of criminal law – Evolutions.....	611
II. Constitutional review and criminal policy – Interferences.....	614
III. The margin of appreciation of the legislature in the implementation of criminal policy – The principle of proportionality	616

IV. The effects of decisions of the Constitutional Court of Romania – Modulation of the effects of inadmissibility decisions.....	621
V. Conclusions.....	624

Les effets juridiques des décisions de la Cour constitutionnelle..... 627

Jadranka SOVDAT

I. Introduction.....	627
II. Les compétences, les pouvoirs et l'accès à la Cour constitutionnelle	629
III. Effet obligatoire des décisions et leur finalité.....	630
IV. Les aspects personnels des effets.....	631
V. L'effet <i>res iudicata</i>	632
VI. Les effets <i>ex nunc</i> et <i>ex tunc</i>	633
VII. Les particularités des effets dans certaines techniques de la prise d'arrêt.....	635
VIII. Les effets du précédent.....	639
IX. Conclusion	642
Bibliographie	642

D. LE JUGE DE CASSATION..... 645

La Cour de cassation peut-elle s'autogérer sans déroger ?..... 647

Chevalier Jean de CODT

Avant-propos	647
I. Le contexte de la réforme.....	649
II. Les principes directeurs de la nouvelle organisation.....	651
III. Logique d'efficience et estompement de la norme	653
IV. Position de la Cour de cassation dans le nouveau référentiel gestionnaire.....	657
A. La fongibilité des crédits.....	660
B. Le contrôle.....	660
C. Le rejet de la tutelle.....	660
D. L'anticipation et la liquidité	661

E. La sécurité.....	661
F. La sincérité.....	661
G. La constitution d'une réserve.....	662
H. Une politique du personnel.....	662
V. En guise d'épilogue.....	664

Comme un murmure, de la Cour de cassation à la Cour constitutionnelle : « Je vous aime, moi aussi »..... 665

Albert FETTWEIS

I. L'autorité de la chose jugée des arrêts préjudiciels de la Cour constitutionnelle.....	666
II. L'obligation pour la Cour de cassation de poser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle.....	669
III. L'immixtion de la Cour constitutionnelle dans l'interprétation de la loi par les juridictions de l'ordre judiciaire.....	672
IV. Le comblement des lacunes législatives par le juge de l'ordre judiciaire.....	675
V. Les effets dans le temps des arrêts préjudiciels de la Cour constitutionnelle.....	679
VI. Le concours des droits fondamentaux et leur contrôle par la Cour constitutionnelle et les juridictions de l'ordre judiciaire.....	682

***Fraus omnia corrumpit* et intérêt légitime**

L'apport de Jean Spreutels..... 689

Paul Alain FORIERS

Verfassungsgerichtshof, Staatsrat und Kassationshof in Belgien: drei Höfe, eine Verfassung, eine Rechtsauslegung? Denkschrift zur Frage der Vorbeugung von Rechtsauslegungsdivergenzen oberster Rechtsprechungsinstanzen..... 703

André HENKES

I. Einführung – Zielsetzung des Beitrags.....	703
II. Präventionsmechanismen in außerbelgischen Rechtsordnungen: einige rechtsvergleichende Feststellungen	707

A. Bundesrepublik Deutschland.....	707
1. Einführung.....	707
2. Prävention von Auslegungsdivergenzen zwischen den <i>obersten Gerichtshöfen des Bundes</i>	708
3. Prävention von Auslegungsdivergenzen zwischen den <i>obersten Gerichtshöfen des Bundes</i> und dem <i>Bundesverfassungsgericht</i>	713
B. Das Großherzogtum Luxemburg.....	714
1. Einführung.....	714
2. Divergenzprävention zwischen <i>Kassationshof</i> und <i>Verwaltungsrichter</i>	716
3. Divergenzprävention zwischen <i>Verfassungsgerichtshof</i> und den übrigen <i>obersten Gerichtshöfen</i>	716
C. Koninkrijk der Nederlanden.....	717
1. Ten geleide	717
2. Divergentiepreventie tussen de <i>Hoge Raad</i> en de <i>administratieve rechters de lege lata</i>	717
3. Divergentiepreventie tussen de <i>Hoge Raad</i> en de <i>administratieve rechters de lege (non) ferenda</i>	719
III. Évaluation, le cas belge et de quelques idées de <i>lege ferenda</i>	720
A. Évaluation	720
B. Le cas belge.....	722
C. Enkele voorstellen – Quelques idées.....	727
Schlusswort	730

De rol van de opperste gerechtshoven in de totstandkoming van de rechtsnorm..... 735

Paul MAFFEI

I. Het Hof van Cassatie.....	735
II. Het Grondwettelijk Hof.....	739
III. De supranationale en internationale gerechtshoven.....	744
Besluit.....	747

Du juge de l'étendue de la cassation..... 749

Christian STORCK, Thierry WERQUIN

Cassatie: eenvoud en efficiëntie, hand in hand..... 767

Ivan VEROUGSTRAETE

I.	Inleiding.....	767
II.	Het Benelux-gerechtshof: een nieuwe directe bevoegdheid.....	768
	A. Verlenging van de Benelux-unie en taak van het BenGH.....	768
	B. Een nieuw procesreglement voor alle procedures voor het Hof.....	770
III.	Algemene procesregels die van groot belang zijn voor de cassatie-procedure.....	771
	A. Algemene rechtsbeginselen.....	771
	B. Een geschreven procedure.....	771
	C. Nietigheden.....	771
	D. Elektronische procedure.....	772
IV.	De cassatieregels van het reglement.....	773
	A. Feit en recht.....	773
	B. Rol van de partijen.....	776
	C. Cassatiemiddelen.....	777
	D. Prejudiciële vragen die het Hof kan stellen; procedure na de prejudiciële beslissing.....	778
	E. Bepalingen in geval van toewijzing van de voorziening.....	779
	1. Verplichting te verwijzen.....	779
	2. Tweede kamer gebonden door de rechtsoverwegingen van de eerste kamer.....	779
	F. Onderwerp van het geschil.....	780
	G. Incidentele voorziening.....	780
	H. Besluit.....	780

E. LE JUGE ADMINISTRATIF..... 781**La section des conflits de compétence du Conseil d'État :
un projet mort-né aux origines de la Cour constitutionnelle ... 783**

Philippe BOUVIER

	En guise d'accroche.....	783
I.	Des textes et des dates.....	784
II.	Des mesures sans lendemain.....	785
III.	De l'esprit qui vagabonde.....	788

IV. Du clin d'œil avant l'épilogue.....	793
En guise d'envoi.....	796

Permis d'urbanisme et logement..... 799

Michel PÂQUES

I. Droit au logement et droit de l'urbanisme.....	799
II. Fonction du permis d'urbanisme et logement.....	803
III. La création d'un nouveau logement dans une construction existante.....	804
IV. Certaines modifications de destination.....	809
V. Nouveau logement et kot.....	810
VI. L'exercice du pouvoir discrétionnaire.....	811
VII. Répression de la création de logement sans permis.....	815
VIII. Régularisation et exception au principe <i>tempus regit actum</i>	815
IX. Relation avec le Code du logement et le permis de location....	819
X. Conclusion.....	823

Het Grondwettelijk Hof en de guillotine in de Raad van State..... 825

Roger STEVENS

I. Overzicht van de belangrijkste “guillotine-” of “hakbijl”- procedures.....	825
A. Algemeen.....	825
B. Eerste mogelijke valkuil voor de verzoekende partij.....	826
C. Tweede mogelijke guillotine voor de verzoeker.....	827
D. Eerste gevaar voor de verwerende partij.....	827
E. Derde klip voor de verzoeker.....	828
F. Tweede guillotine-gevaar voor de verwerende partij.....	828
II. Het Grondwettelijk Hof als laatste redmiddel om aan die sancties te ontsnappen.....	828
III. Synthese van de belangrijkste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof over de verschillende guillotine-procedures.....	829
A. Het vermoeden van gebrek aan belang wegens het niet tijdig indienen van een memorie van wederantwoord of een toelichtende memorie.....	829

1. Geen discriminatoire behandeling van partijen	829
a. Wettelijke regeling met betrekking tot het “stilzitten” van de verwerende partij in de beginfase van het geding	829
b. Beoordeling door het Grondwettelijk Hof.....	830
2. Geen discriminatoire behandeling naargelang het soort rechtspleging: annulatieberoep voor de Raad van State versus burgerlijke procedures	832
3. Geen discriminatoire behandeling van annulatieprocedures ten opzichte van cassatieprocedures.....	833
B. Het vermoeden van afstand door de verzoeker wegens het niet tijdig indienen van een verzoek tot voortzetting na een ongunstig auditorsverslag of na een arrest tot verwerping van een vordering tot schorsing.....	835
1. Geen voortzetting na een ongunstig auditorsverslag.....	835
2. Geen voortzetting na een ongunstig kortgeding-arrest.....	836
C. De sanctie voor de verwerende partij wegens het niet tijdig indienen van een verzoek tot voortzetting na een auditorsverslag dat tot vernietiging besluit of na een arrest houdende schorsing van de bestreden beslissing.....	837
1. De sanctie.....	837
2. Rechtspraak met betrekking tot de grondwettigheid van deze sanctie.....	839
IV. Grondwettigheid en opportuniteit van het behoud van alle of sommige guillotine-mechanismes: nood aan bezinning?.....	839
A. Is het uitgangspunt van al deze sancties nog actueel?.....	839
B. Opportuniteit van het handhaven van de guillotines die de verzoekers bedreigen.....	840
C. Opportuniteit van de “automatische” vernietiging	841
1. Moeilijkheden van in den beginne.....	841
2. Recente ontwikkelingen ten gevolge van de bevoegdheid tot toekenning van schadevergoeding aan de Raad van State.....	842
D. Impact op de werklast van de Raad van State	844
V. Besluit.....	845

PARTIE II LA MATIÈRE PÉNALE

A. LE BLANCHIMENT 849

La notion de soupçon dans la législation anti blanchiment..... 851

Jean-Pierre BUYLE, Olivier PIRET-GÉRARD

I. Généralités	853
II. Radioscopie du soupçon	856
A. Directives européennes.....	856
B. L'arrêt <i>Safe Interenvios</i> de la CJUE du 10 mars 2016.....	857
C. Législation belge <i>s.l.</i>	859
D. La note NL1175 de la CTIF.....	862
E. Éléments de droit comparé	863
F. Le Grand-Duché de Luxembourg.....	863
G. La France	866
III. Le soupçon : jurisprudence	867
A. Tribunal de première instance de Louvain, 21 avril 2010.....	867
B. Tribunal de commerce francophone de Bruxelles – 23 janvier 2017.....	870
C. Cour d'appel de Bruxelles – 2 mai 2017.....	871
IV. Les éléments constitutifs du soupçon	874
Conclusion.....	877

Quelques réflexions sur la responsabilité civile de la Cellule de traitement des informations financières..... 879

Philippe DE KOSTER, Alexandra EL-KHOURY

Introduction.....	879
I. La riposte mondiale au blanchiment de capitaux	880
II. Bref exposé de la structure et des missions de la CTIF.....	882
III. La responsabilité civile de la CTIF : évolution de 1993 à 2017.....	884
A. À l'origine.....	884
B. Les limitations apportées en 2010	884
C. La confirmation en 2017.....	888

IV. Les notions de faute lourde et de dol et leur application à la CTIF	888
A. Définition	888
B. Application à la CTIF	890
C. Une jurisprudence récente : l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 22 février 2018	892
V. Conclusion	893

La lutte contre le blanchiment de capitaux criminels et le financement du terrorisme : entre utopie et réalité 895

Jean-Claude DELEPIÈRE

I. Le rôle normatif en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux criminels : la manifestation d'une utopie du possible ou de l'impossible ?	896
II. La réponse à la question de la possibilité ou de l'impossibilité de l'utopie	901

Het preventief anti-wiswatdispositief gezien door de ogen van de wet van 18 september 2017. Impact op de werking van de cel voor financiële informatieverwerking..... 903

Caty GRIJSELS

I. Inleiding	903
II. Toepassingsgebied.....	904
A. Uitbreiding van het toepassingsgebied <i>ratione personae</i> : nieuwe melders.....	904
B. Uitbreiding van het toepassingsgebied <i>ratione materiae</i> : uitbreiding en verfijning van de onderliggende criminele fenomenen aan de definitie van het witwassen van geld	906
III. Wijzigingen met betrekking tot melding van verdachte geldmiddelen, verrichtingen en feiten aan de CFI	909
A. Wat moet er gemeld worden ?	909
B. Geen verplichting tot identificatie van de onderliggende criminele activiteit bij de melding van een vermoeden van witwassen van geld.....	912
C. Weten, vermoeden of redelijke gronden om te vermoeden.....	912
D. Tijdstip van de melding van verdachte verrichtingen: gelijkschakeling van alle melders	915

IV.	Rol en bevoegdheden van de CFI.....	916
A.	Verduidelijking van de filterrol van de CFI en van haar toegevoegde analytische waarde naar de gerechtelijke autoriteiten toe.....	916
B.	Uitbreiding van het ontvangen en opvragen van informatie: de OCMW's.....	917
C.	Nieuwe uitzonderingen op het versterkt beroepsgeheim.....	918
D.	Vragen om informatie door de gerechtelijke autoriteiten	921
V.	Samenwerking van de CFI met andere FIE's.....	921
VI.	Slotbeschouwingen.....	922

Money laundering and confiscation of the proceeds from crime from the point of view of the European Convention on Human Rights..... 925

Paul LEMMENS

I.	Introduction.....	925
II.	Prosecution of and conviction for money laundering.....	926
A.	Right of the accused to be informed of the charges.....	926
B.	Presumptions as to the origin of the money and the knowledge of the accused.....	927
C.	Right to remain silent and privilege against self-incrimination.....	928
D.	No need to define the predicate offence.....	929
III.	Confiscation of the proceeds from crime.....	929
A.	Need for personal liability of the owner of the assets?.....	929
1.	Confiscation as a 'penalty' for a 'criminal offence'	930
2.	Personal liability of the owner as a condition for the lawfulness of a confiscation measure presenting the characteristics of a 'penalty'.....	931
B.	Procedural rights.....	932
1.	'Conviction-based' confiscation.....	932
a.	Confiscation after a finding of guilt.....	932
b.	Confiscation after an acquittal or a discontinuance of the criminal proceedings.....	934
2.	'Non-conviction-based' confiscation.....	934
a.	Confiscation not based on the prior existence of a criminal conviction	935
b.	Burden of proof.....	935

c. Persons directly involved and third parties.....	936
d. Right to a legal remedy.....	936
C. Protection of property.....	937
1. Confiscation as an interference with the right to the peaceful enjoyment of possessions.....	937
2. Proportionality of the measure.....	938
a. Substantive aspects.....	939
b. Procedural aspects.....	940
IV. Conclusion	941

**L'intensification de la lutte contre le blanchiment
d'argent et le financement du terrorisme :
une opportunité pour accroître la coopération
au niveau européen ?.....** 943

Alexandre MET-DOMESTICI

I. Une coopération encore perfectible	944
A. Le besoin de coopération.....	944
B. Les mécanismes européens de coopération.....	947
1. Le mécanisme de coopération entre CRF.....	947
2. Les autres mécanismes de coopération	950
II. Des réformes au service d'une coopération accrue	951
A. Des mécanismes de coopération bientôt renforcés	951
1. La coopération entre CRF.....	952
2. Les autres mécanismes de coopération	954
B. Des organes européens et internationaux favorisant la coopération	956

**Blanchiment et protection du déclarant (immunité pénale
et civile).....** 961

Emmanuel ROGER FRANCE

I. Introduction	961
II. Nature juridique de la protection légale : immunité ou cause de justification ?.....	963
III. Limite de la protection aux infractions ou violations dont la commission découle directement de la communication d'informations.....	966
IV. Le déclarant doit avoir été de « bonne foi »	969
V. Conclusion	976

La répression du blanchiment du produit de la fraude fiscale...979

Dirk THijs

I.	De evolutie van de notie “ernstige fiscale fraude”	991
A.	Op preventief vlak.....	992
B.	Op strafrechtelijk vlak	996
II.	De fiscale regularisatie.....	996
A.	Eenmalige Bevrijdende Aangifte	996
B.	Eenmalige Bevrijdende Aangifte <i>bis</i>	997
C.	Eenmalige Bevrijdende Aangifte <i>ter</i>	997
D.	Eenmalige Bevrijdende Aangifte <i>quater</i>	997
III.	De intensifiëring van de automatische gegevensuitwisseling op internationaal niveau	998
	Conclusion.....	999

**Les infractions de recel et de blanchiment à l'heure
de la réforme du Code pénal 1001**

Damien VANDERMEERSCH

I.	Bref aperçu des travaux de la Commission de réforme du droit pénal	1001
II.	La répression du recel et du blanchiment dans l'état actuel de la législation	1003
III.	Les propositions de la Commission de réforme du droit pénal.....	1005
A.	Le recel : une infraction instantanée	1005
B.	La simplification de l'incrimination de blanchiment.....	1007
1.	Une nouvelle présentation des comportements incriminés.....	1007
2.	L'infraction de base : la suppression de la distinction entre la fraude fiscale simple et la fraude fiscale organisée..	1009
3.	L'incrimination de l'auto-blanchiment.....	1011
4.	L'exigence d'un délai de traçabilité limité à dix ans pour les tiers	1011
C.	La peine principale applicable : le <i>diktat</i> européen	1013
D.	Le régime des confiscations : caractère réel et peine pécuniaire subsidiaire.....	1014
	Conclusions	1017
	Annexe.....	1017

De Egmont groep – Over de schutting heen..... 1019

Boudewijn VERHELST

I.	Achtergrond.....	1019
II.	Ontstaan.....	1021
III.	Huidige activiteiten en structuur.....	1024
IV.	Uitdagingen.....	1026
	A. Dubbele standaard.....	1026
	B. Oneigenlijk gebruik van het netwerk.....	1027
	C. Politieke interferentie.....	1028
V.	Besluit.....	1029

B. VARIATIONS PÉNALES..... 1031**L'indemnité pour détention préventive inopérante
et le comportement de l'intéressé : vues de droit comparé... 1033**

Robert ANDERSEN, Henri D. BOSLY

	Introduction.....	1033
I.	La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.....	1034
II.	Le droit belge.....	1038
	A. La loi du 13 mars 1973.....	1038
	B. La procédure.....	1040
	C. La jurisprudence de la commission à propos du « propre comportement ayant causé la détention préventive ou son maintien.....	1040
III.	Le droit comparé.....	1046
	A. Allemagne.....	1046
	B. Espagne.....	1047
	C. France.....	1049
	D. Grèce.....	1050
	E. Italie.....	1051
	F. Luxembourg.....	1054
	G. Pays-Bas.....	1055
IV.	Conclusions.....	1057

Variations sur le <i>Ne bis in idem</i>	
ou	
Les tribulations de la répression des comportements financiers illicites en Europe	
Comparaison franco-belge.....	1061
Guy CANIVET	
I. Introduction.....	1061
II. La remise en cause de la justification du cumul par l'élément moral de l'incrimination pénale.....	1066
A. La justification du cumul par l'élément moral de l'incrimination pénale.....	1067
B. La focalisation sur les éléments matériels de la conduite illicite.....	1070
III. La recherche d'autres critères justificatifs du cumul de la répression administrative et pénale.....	1074
A. La complémentarité des poursuites.....	1074
B. La proportionnalité de l'atteinte au principe <i>ne bis in idem</i>	1077
IV. Conclusion.....	1081
 Le parquet européen.....	 1083
Michel CLAUSE	
I. L'organisation du parquet européen et la désignation de ses membres.....	1087
II. Les procureurs européens délégués.....	1090
 Quelle est la vertu du droit pénal dans le monde du travail : un impératif sociétal ou l'inadéquation d'un remède facile ?.....	 1097
Charles-Éric CLESSE	
Introduction.....	1097
I. Historique.....	1098
II. Une esquisse d'évolution des compétences.....	1101
III. Le but premier du Code pénal social : protéger le travailleur avant toute sanction.....	1103
A. Protéger en donnant des conseils.....	1103

B. Protéger en privilégiant la régularisation.....	1104
C. Protéger par l'établissement de documents sociaux	1105
IV. Le but second du droit pénal social : protéger le travailleur en sanctionnant l'employeur	1106
A. Protéger par la fermeture.....	1107
B. Protéger par des mesures adéquates	1108
C. Protéger par la responsabilité solidaire.....	1109
V. Le troisième but du droit pénal social : la sanction pour protéger les intérêts de la collectivité	1110
A. De l'État providence à l'État social actif.....	1110
B. La survie de l'État social actif passe par une répression de l'indiscipline sociale.....	1111
C. Une fraude qui pourrait mettre à mal les obligations constitutionnelles de l'État.....	1112
Conclusions	1115

La politique criminelle : épée de Damoclès du système pénal ?.....

1117

Christine GUILLAIN

Introduction.....	1117
I. Le traitement des affaires pénales : un quasi-monopole du ministère public.....	1118
II. Les directives de politique criminelle : un instrument de politique criminelle à portée limitée.....	1119
A. La naissance d'une politique criminelle : tentative d'encadrement de l'action du ministère public.....	1119
B. Les directives de politique criminelle en théorie : la politique criminelle entre les mains du ministre de la Justice.....	1123
1. Les autorités compétentes pour adopter les directives de politique criminelle	1123
2. La notion de directive de politique criminelle	1125
3. La portée des directives de politique criminelle	1126
4. La force contraignante des directives de politique criminelle.....	1127
C. Les directives de politique criminelle en pratique : pénurie de directives et pléthore de circulaires.....	1128

D. Les directives de politique criminelle et les circulaires :	
un déficit de légalité, de légitimité et d'effectivité	1130
1. Le pôle de la légalité.....	1130
2. Le pôle de la légitimité.....	1130
3. Le pôle de l'effectivité.....	1132
Conclusion.....	1133

La réception, en droit belge, du principe de proportionnalité de la peine

Franklin KUTY

I. Introduction.....	1135
A. La proportionnalité consacrée par la loi ou arrachée à la loi..	1135
B. La proportionnalité de la peine participe à la civilisation d'une société.....	1137
II. La proportionnalité de la peine consacrée par la loi	1139
A. L'exigence de proportionnalité en droit pénal.....	1139
B. La proportionnalité de la peine est essentielle en ce qu'elle participe à sa légitimité.....	1141
C. La proportionnalité consacrée par la Cour de cassation et la Cour constitutionnelle.....	1142
D. Le refus de reconnaissance, en droit belge, d'un principe général du droit à la proportionnalité de la peine.....	1143
E. Le principe de proportionnalité dans le cadre des infractions au droit de l'Union européenne	1145
F. L'exigence de proportionnalité peut être déduite du principe de légalité.....	1146
III. La proportionnalité de la peine arrachée à la loi.....	1147
A. Une lente évolution fondée sur le droit international et se revendiquant de la dignité humaine	1147
B. Le principe de proportionnalité de la peine arraché à la loi par la Cour de cassation.....	1150
C. Le principe de proportionnalité de la peine arraché à la loi par la Cour constitutionnelle	1151
D. Les contrôles opérés par les Cours constitutionnelle et de cassation.....	1153
IV. Les implications actuelles du principe de proportionnalité....	1155
A. Le respect de la dignité humaine, le caractère inhumain ou dégradant de la peine.....	1155

B. Le respect de la dignité humaine, le caractère inhumain ou dégradant de l'exécution de la peine	1156
C. Le principe de proportionnalité et le caractère facultatif de certaines peines accessoires.....	1158
D. Le principe de proportionnalité et les circonstances aggravantes	1159
E. Le principe de proportionnalité et les circonstances atténuantes	1160
F. Le principe de proportionnalité et la peine privative de liberté	1160
G. Le principe de proportionnalité et l'exclusion de la peine perpétuelle incompressible.....	1161
H. Le principe de proportionnalité et la peine d'amende.....	1162
I. La réduction de l'amende en deçà de son minimum légal en fonction de la situation financière précaire du prévenu et du principe de proportionnalité.....	1163
J. Le principe de proportionnalité et la peine de confiscation spéciale	1165
K. Le principe de proportionnalité et la réduction du montant de la confiscation des avantages patrimoniaux...	1167
L. Le principe de proportionnalité et la réduction du montant de la confiscation de l'objet du délit de blanchiment.....	1168
M. Le principe de proportionnalité et la réduction du montant de la confiscation des avantages patrimoniaux supplémentaires	1169
N. Le principe de proportionnalité et la réduction du montant de la confiscation par équivalent de l'instrument de l'infraction	1169
Conclusions	1169

<i>Non bis in idem</i> : « Cette obscure clarté qui tombe des étoiles »	1173
--	-------------

Arnaud LECOCQ

I. L'obscurantisme	1175
II. La clarté : Prokofiev ? Non, Zolotoukhine.....	1178
III. De la clarté vers l'obscurité	1181
IV. Conclusion	1190

Les *masterplans* pour une infrastructure carcérale plus humaine : une solution à la surpopulation ? 1191

Philippe MARY

Introduction..... 1191

- I. L'expansion du parc pénitentiaire : état des lieux..... 1192
 - A. Une expansion non programmée, mais significative (1990-2005) 1192
 - B. Les *masterplans* pour une infrastructure carcérale plus humaine (2008 – en cours) 1194
- II. L'expansion du parc pénitentiaire : justification et coût..... 1197
 - A. Pas assez de places ou trop de détenus ? 1197
 - B. Quand le bâtiment va... tout va ? 1201

Les particularités procédurales du jugement du délit de dénonciation calomnieuse..... 1205

Françoise ROGGEN

- I. Définition..... 1206
 - A. La spontanéité..... 1209
 - B. La fausseté de l'imputation..... 1209
 - C. La rédaction d'un écrit..... 1210
 - D. La dénonciation doit être faite à l'autorité..... 1210
 - E. La possibilité d'un préjudice..... 1211
 - F. L'intention méchante 1211
- II. L'exercice de l'action publique..... 1212
 - A. Possibilité de poursuites d'office 1212
 - B. Qualification de l'infraction : délit de caractère instantané... 1212
 - C. Point de départ de la prescription : la détermination du jour où l'infraction est consommée..... 1213
 - D. La suspension de la prescription : les trois cas visés à l'article 447 du Code pénal..... 1214
 - 1. La suspension visée à l'alinéa 3..... 1214
 - 2. La suspension visée à l'alinéa 4..... 1215
 - 3. Une particularité du système probatoire : l'alinéa 2 de l'article 447 du Code pénal..... 1216
 - 4. La suspension visée à l'alinéa 5 de l'article 447 du Code pénal : l'ordonnance de non-lieu et le classement sans suite..... 1217

E. L'imputation d'une faute disciplinaire	1218
III. Charge et admissibilité de la preuve	1220

Betrapping op heterdaad: ook een constitutioneel begrip..... 1223

Jan VELAERS

I. Het begrip "betrapping op heterdaad" in de Grondwet.....	1224
II. Het begrip "betrapping op heterdaad" in artikel 41 van het wetboek van strafvordering	1225
III. Het begrip "Betrapping op heterdaad" in artikel 12, derde lid, van de Grondwet.....	1228
IV. De "ontdekking op heterdaad" in artikel 59, 103 en 125 van de Grondwet	1229
V. De aanhouding bij betrapping op heterdaad, in het licht van de <i>ratio constitutionis</i>	1231
VI. Verwijzing naar of dagvaarding voor de strafrechtbank	1235
VII. Besluit	1237

PARTIE III DROIT PUBLIC ET SCIENCES POLITIQUES

Les modifications des limites de l'espace souverain belge depuis 1830..... 1241

Christian BEHRENDT

I. Les délimitations terrestres	1242
II. Les délimitations maritimes.....	1252
III. Le régime particulier que la Constitution belge impose en matière de ratification de traités à l'effet de modifier les délimitations de son espace souverain	1253

Der belgische Föderalismus..... 1255

Luc LAVRYSEN

I. Eine schrittweise Reform zu einem Föderalstaat hin, der sich aus drei Regionen und drei Gemeinschaften zusammensetzt	1255
---	------

A. Europäische Einflussnahme auf Zuständigkeitsumschreibungen und -begrenzungen.....	1258
B. Internationale und europäische Zuständigkeiten von Regionen und Gemeinschaften.....	1262
C. Kooperativer Föderalismus.....	1264
Quel régime constitutionnel pour la Crimée ?.....	1267
Jean-François LECLERCQ	
I. La question de la Crimée reste un conflit très actuel d'influence frontalière Est-Ouest.....	1267
II. L'ordonnance de la Cour internationale de justice du 19 avril 2017, en cause de l'Ukraine contre la Fédération de Russie.....	1268
III. Brèves considérations pratiques et constitutionnelles sur les circonstances de l'accession de la Crimée à la Fédération de Russie.....	1273
IV. Conclusion	1276
La démocratie fracassée ?.....	1281
Jules MESSINNE	
I. La démocratie en question.....	1281
II. Démocratie et État de droit.....	1285
III. Démocratie directe ou représentative.....	1290
IV. Représentants professionnels ?.....	1292
V. Partis politiques et participatie.....	1293
VI. Démocratie participative	1295
VII. Scrutin, électeurs et élus	1297
VIII. Mandat des représentants du peuple.....	1300
IX. Nombre du personnel politique	1301
X. Démocratie politique et corps intermédiaires.....	1302
XI. Conclusion	1302

PARTIE IV RÉFLEXIONS PÉRÉGRINES

Considérations sur la neutralité du costume de l'avocat..... 1307

Pierre LEGROS, David RAMET

- I. Considérations historiques et évolution du costume
de l'avocat..... 1308
- II. En droit positif belge 1313
- III. En droit disciplinaire comparé (en Belgique, en France,
en Suisse et au Luxembourg)..... 1321
 - A. Le « problème » anversoïis..... 1321
 - B. Le « grand écart » français..... 1322
 - C. Au Luxembourg et en Suisse 1323
- IV. Conclusions..... 1325

« Écrasons l'infâme » – Le droit dans la vie et l'œuvre de Voltaire..... 1327

Jean-Pol MASSON